

## Société | Rapport de l'OGLP : violences policières pointées du doigt



Jeudi 16 mai, l'émission 4Médias, diffusée sur O2 radio et orchestrée par la radio hôte, l'Echo des Collines et @qui !, accueillait Richard Hecht, journaliste, secrétaire général du club de la presse de Bordeaux et secrétaire général adjoint de la CFDT-journalistes, ainsi que Julien, membre actif de l'Observatoire girondin des libertés publiques. Tous deux ce sont exprimés sur le rapport de l'observatoire sur le maintien de l'ordre à Bordeaux pendant les manifestations des gilets jaunes et les violences policières à l'égard des journalistes...

C'est un rapport d'une soixantaine de pages au titre éloquent « Une politique d'intimidation » qui vient d'être publié par l'Observatoire girondin des libertés publiques. Un rapport qui est le fruit d'une enquête portant sur le maintien de l'ordre et le respect de la liberté de manifester du 17 novembre 2018 au 16 février 2019 à Bordeaux. « Elle concerne tant l'application du maintien de l'ordre aux manifestations des Gilets jaunes que les autres manifestations ayant eu lieu sur la même période », précise Julien, membre de cet Observatoire. Ce collectif d'associations, de syndicats et de personnes, s'est appuyé sur des informations récoltées par le biais d'observations ou de témoignages anonymes « recoupés et vérifiés et, du reste, nous avons reçu un grand nombre de vidéos afin d'étayer notre propos », souligne ce dernier.

### La nasse ou l'art d'entourer les manifestants

Ce rapport met en lumière « de graves manquements des pouvoirs publics dans leur politique du maintien de l'ordre ayant conduit à de nombreuses violations des droits fondamentaux des manifestant-es. » Pour Julien, la politique qui est menée amène une escalade de tension. « Lorsque vous voyez des grilles anti-émeutes érigées place Pey Berland, une protection accrue du Triangle d'or pour mettre à l'abri toutes les grandes marques de luxe telles que Vuitton qui marque une véritable séparation sociale, ou encore des tours incessants de l'hélicoptère de gendarmerie au-dessus de nos têtes, forcément ça crée une tension ! » La présence accrue de forces de l'ordre engendrerait donc, selon l'Observatoire, un regain de tension et, ainsi, une escalade de la violence. Parmi les faits de violence avérés par ce collectif figure une technique policière non reconnue par les textes mais utilisée couramment, la nasse. « En clair, les policiers entourent les manifestants afin qu'ils ne puissent pas s'échapper et leur balancent des gaz lacrymogènes. » La politique du maintien de l'ordre à Bordeaux a eu un effet d'intimidation

des manifestant-es, stipule ce rapport, conduisant de nombreuses personnes à ne pas manifester par peur des violences policières. « Les violations des droits humains constatées ne sont pas imputables aux seuls agents et ne peuvent être réduites à de simples débordements individuels des policiers, même si ceux-ci restent responsables de leurs actes ». Suite à cette enquête l'OGLP demande « une modification profonde de la politique de maintien de l'ordre lors des manifestations dans l'espace public, en s'attachant notamment à un objectif de désescalade de la violence, plutôt qu'en privilégiant un recours systématique à la force publique qui envenime les tensions plus qu'il ne favorise le maintien de l'ordre. »

## Des journalistes violentés dans l'exercice de leur fonction

De leur côté, les journalistes dénoncent les violences accrues à leur rencontre et réclament « l'engagement » du gouvernement pour que « cessent ces attaques contre les libertés constitutionnelles que sont la liberté d'informer et d'être informé ». Dans une [tribune](#) publiée au début du mois sur [Francetvinfo.fr](#) plus de 350 médias, journalistes, photographes, indépendants ou appartenant à des rédactions pointent du doigt « les violences policières subies par leur profession depuis le début du mouvement. Ils alertent sur la précarisation de leurs conditions de travail et les agressions physiques et psychologiques vécues sur le terrain. Ils revendiquent leur droit à informer et la liberté de la presse. » Selon les signataires de cette tribune, « il n'y a pas eu de manifestations ou de rassemblements ces derniers mois sans qu'un-e journaliste n'ait été violenté-e physiquement et ou verbalement par les forces de l'ordre ».

Les syndicats SNJ – SNJ-CGT –SGJ-FO – CFDT-Journalistes ont publié des alertes sur la plateforme de signalement du Conseil de l'Europe. Parmi les événements les plus graves, dans le secteur des Champs-Élysées, deux photographes du quotidien *Le Parisien* ont été visés par des tirs de flash-ball, dont l'un d'eux, touché dans le dos à deux mètres, a brièvement perdu connaissance. Un reporter photographe du *Journal du Dimanche* a été hospitalisé pour une fracture à la main, après avoir été frappé à deux reprises par un CRS, bien que portant un brassard presse. « Le droit de la presse est un droit inscrit dans la constitution », assène Richard Hecht, journaliste, secrétaire général adjoint de la [CFDT-Journalistes](#) et secrétaire général du club de la presse de Bordeaux. Et de renchérir, « aujourd'hui les missions d'informer sont attaquées. Malgré leur brassard Presse certains journalistes sont pris à partie. Pire, certains ne peuvent pas exercer car leur carte de presse leur ait demandé. Or, un journaliste peut officier sans cette carte et personne n'est autorisé à le lui demander ! »

A Bordeaux, le syndicat a été reçu par la préfecture de Gironde. « Le Préfet de l'époque, Didier Lallement, qui a, depuis, été nommé préfet à Paris, a pris en note nos signalements. Mais à l'issue de cette rencontre rien n'a changé, déplore Richard Hecht. Ces violences sont produites par des brigades anti criminalités qui ne sont pas formées à ce style de rassemblement », ajoute ce dernier qui tient cette information de policiers CFDT. « Face à cette situation inédite pour la profession, confrontée à une violence grandissante, les syndicats de journalistes ont demandé au gouvernement de faire toute la lumière sur ces événements, de prendre les mesures nécessaires pour qu'ils ne se reproduisent pas ». Le Président de la République, Emmanuel Macron, s'est engagé à ce que des « actions soient prises » face aux violences policières commises contre les journalistes lors des manifestations des Gilets Jaunes, a précisé le 3 mai dernier Reporters sans frontières (RSF). Depuis le début des manifestations des Gilets Jaunes, le 17 novembre 2018, « 90 violences policières au moins ont été constatées » contre la presse, a détaillé le secrétaire général de RSF, Christophe Deloire.



Sybillle Rousseau

*Crédit Photo : SR*

*Publié sur [aqui.fr](#) le 22/05/2019*

*[Url de cet article](#)*